



Excellence Monsieur Patrice Talon, Président de la République du Bénin ; Excellence Monsieur Roch Marc Christian Kaboré, Président du Faso ;

Excellence Monsieur Alpha Condé, Président de la République de Guinée ;

Excellence Monsieur George Weah, Président de la République du Liberia ;

Excellence Monsieur Andry Rajoelina, Président de la République de Madagascar ;

Excellence Monsieur Mohamed Ould El-Ghazaouani, Président de la République Islamique de Mauritanie ;

Excellence Monsieur Filipe Nyusi, Président de la République du Mozambique ;

Excellence Monsieur Mohamed Bazoum, Président de la République du Niger ;

Excellence Monsieur Paul Kagame, Président de la République du Rwanda ;

Excellence Monsieur Macky Sall, Président de la République du Sénégal ;

Excellence Madame Samia Suluhu, Présidente de la République unie de Tanzanie ;

Excellence Monsieur Faure Gnassingbe, Président de la République togolaise ;

Monsieur le Premier Ministre du Soudan ;

Mesdames et Messieurs les Représentants des Présidents d'Angola, du Cameroun, du Ghana, du Kenya, du Liberia, du Nigeria, d'Ouganda, de la Guinée Bissau et de la République Démocratique du Congo ;

Monsieur le Premier Ministre de la République de Côte d'Ivoire ;

Messieurs les Présidents des Commissions de l'Union Africaine, de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), et de la Communauté Économique des États de l'Afrique Centrale (CEMAC) ;

Madame et Messieurs les Présidents d'Institutions ;

Mesdames et Messieurs les membres du Gouvernement ;

Monsieur le Directeur Général des Opérations de la Banque Mondiale ;

Monsieur le Directeur Général de la Société Financière Internationale (SFI) ;

Monsieur le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD);

Messieurs les Administrateurs du Groupe de la Banque Mondiale ;

Messieurs les Vice-Présidents de la Banque Mondiale et de la SFI ainsi que leurs collaborateurs ;

Mesdames et Messieurs les représentants des pays donateurs de l'Association Internationale de Développement (IDA) ;

Mesdames et Messieurs, les membres du Corps diplomatique ;

Mesdames et Messieurs les représentants des institutions internationales ;

Mesdames et Messieurs les représentants du secteur privé ;

Mesdames et Messieurs les journalistes ;

Excellences,

Honorables Invités,

Mesdames et Messieurs,

C'est avec un réel plaisir que je m'adresse à vous à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la réunion de plaidoyer pour la 20e reconstitution des ressources de l'Association Internationale de Développement (IDA-20).

Je voudrais exprimer mes chaleureux remerciements à mes homologues Chefs d'État, qui ont fait le déplacement d'Abidjan pour prendre part à ce rendez-vous hautement important, organisé en collaboration avec la Banque Mondiale.

Chère sœur, chers frères, merci pour votre présence. La Côte d'Ivoire est honorée de vous accueillir.

Mes remerciements vont aussi à l'endroit des Chefs d'État qui participent à cette réunion en visioconférence.

Je salue la présence de Monsieur le Premier Ministre du Soudan, de mesdames et messieurs les Représentants des Présidents d'Angola, du Cameroun, du Ghana, du Kenya, du Liberia, du Nigeria, d'Ouganda, et de la République Démocratique du Congo ainsi que celle des Présidents des Commissions de l'Union Africaine, de la CEDEAO et de la CEMAC.

Je remercie tout particulièrement le Directeur Général des Opérations de la Banque Mondiale, Mr. Axel van Trotsenburg pour l'initiative de cette rencontre, le Directeur Général de la SFI, M. Makhtar Diop, ainsi que l'ensemble de leurs collaborateurs.

Je vous souhaite à toutes et à tous la bienvenue en terre ivoirienne. AKWABA !

Excellences,

Mesdames et Messieurs,

La Côte d'Ivoire est heureuse d'accueillir, en collaboration avec la Banque Mondiale, cette rencontre qui se tient dans un contexte mondial particulièrement difficile, marqué par la pandémie de COVID-19.

En effet, la COVID-19 a entraîné une crise sanitaire, sociale et économique sans précédent. Elle a freiné la dynamique de croissance amorcée dans plusieurs régions du monde.

Ainsi, l'Afrique subsaharienne a connu, en 2020, en plus des attaques terroristes, sa contreperformance la plus importante jamais enregistrée, avec un taux de croissance négatif de 1,9%, et une augmentation de 32 millions du nombre de personnes vivant dans l'extrême pauvreté.

Nous saluons les efforts déjà déployés, en matière de financement, de suspension du service de la dette et de mise à disposition des vaccins. C'est le lieu d'exprimer notre gratitude à l'ensemble de nos Partenaires, notamment le Groupe de la Banque Mondiale, pour leur soutien constant.

Nous avons aussi lancé, dans nos différents pays, des plans de relance sanitaire, sociale et économique pour contenir les effets néfastes de cette pandémie. Cependant, beaucoup reste encore à faire pour surmonter cette crise, qui est globale. En effet, moins de 3% de la population totale en Afrique, a reçu une première dose de vaccin, contre environ 54% aux États-Unis et dans l'Union Européenne.

Par ailleurs, alors que la reprise, dans les économies avancées, sera financée, en grande partie, par des milliers de milliards de dollars US de mesures budgétaires, et des politiques monétaires extraordinaires et accommodantes des banques centrales, les pays d'Afrique subsaharienne ne disposent malheureusement pas de la même flexibilité et des mêmes instruments.

Le Fonds Monétaire International a estimé le besoin de financement en Afrique subsaharienne à 285 milliards de dollars US sur les cinq prochaines années, pour lutter contre la pandémie de COVID-19, le dérèglement climatique, et accélérer à la reprise économique. Outre leurs efforts propres de mobilisation des ressources domestiques, les pays africains ont donc besoin d'un soutien plus important de l'ensemble de leurs partenaires. De plus, nos États font face à une recrudescence des attaques terroristes, sans oublier que la pauvreté est l'une des principales causes du terrorisme et des migrations.

La solidarité est donc indispensable pour le bien de tous et pour combattre les divergences entre les régions du monde ainsi qu'à l'intérieur des pays.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Lors du Sommet sur le financement des économies africaines, à Paris, en mai dernier, nous avons retenu plusieurs pistes de solution, notamment (i) l'allocation, par le FMI, de 650 milliards de dollars US au titre des droits de tirages spéciaux (DTS), (ii) la réallocation volontaire d'une partie des DTS des pays, disposant de réserves extérieures confortables, au profit des pays africains, (iii) une reconstitution ambitieuse des ressources de l'IDA-20, et (iv) un accompagnement du secteur privé à travers des mécanismes de financement innovants et des instruments de réduction des risques.

Nous notons avec satisfaction que les choses évoluent dans le bon sens, notamment en ce qui concerne les DTS, comme le témoigne la récente réunion des Ministres des Finances des pays du G20.

Notre réunion d'aujourd'hui vise à arrêter nos priorités communes de développement, et à faire, dans le cadre de la reconstitution des ressources de l'IDA, un plaidoyer auprès des principaux donateurs de l'IDA, afin de mobiliser au moins 100 milliards de dollars US en vue de relancer nos économies. Ce serait le montant le plus important jamais mobilisé à ce jour.

Cette réunion devrait nous permettre de discuter de nos défis communs de développement, notamment en matière d'amélioration du capital humain, de création d'emplois pour nos jeunes et femmes, et de relance économique pour le bien-être de nos populations.

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

La rencontre d'Abidjan permettra de parvenir à une déclaration dite «Déclaration d'Abidjan» retraçant nos priorités d'investissement et nos engagements pour améliorer notre capacité d'absorption, et une utilisation transparente et efficiente des ressources qui seront mises à disposition, en vue d'une 20e reconstitution ambitieuse des ressources de l'IDA.

C'est une bonne occasion pour montrer que la solidarité est effectivement essentielle pour le bien de tous et pour construire, ensemble, un monde plus sûr et prospère.

Je reste convaincu que les échanges, avec les Chefs d'État et avec l'ensemble des Experts ici présents, permettront de consolider les acquis et de jeter les bases d'une coopération solide, durable et viable, à même d'accélérer le développement de l'Afrique pour le bien-être de nos populations.

C'est sur cette note d'espoir que je souhaiterais clore mon propos, en déclarant ouverte la réunion de plaider pour une 20e reconstitution ambitieuse des ressources de l'IDA.

Je vous remercie./.

Alassane Ouattara

Président de la République de Côte d'Ivoire